

«*THE KIDS ARE ALL RIGHT*» LA REVUE *JACOBIN*, UNE NOUVELLE VOIX POUR LA GAUCHE AMÉRICAINE

ENTRETIEN AVEC **SETH ACKERMAN***

PAR **MARC SAINT-UPÉRY****.

Pas évident de lancer un magazine ouvertement socialiste aux États-Unis quand on a à peine plus de vingt ans et aucun soutien ni du côté de l'Université, ni de celui des fondations progressistes, traditionnelles bonnes fées institutionnelles et financières des publications de la gauche critique. Avec 2 000 abonnés, 250 000 visites par mois sur leur site et une certaine capacité à susciter questions et débats au-delà des cercles habituels assez restreints de la militance progressiste radicale ou de la gauche universitaire, le succès improbable de la jeune revue *Jacobin* a attiré l'attention jusque dans les rangs des éditorialistes conservateurs intelligents. À distance égale de l'internationalisme sophistiqué mais un peu hors sol de la *New Left Review*, du classicisme marxiste et tiers-mondiste très années 1960 de la *Monthly Review* ou de la sage componction de *Dissent*, la vénérable vieille dame du socialisme démocratique américain, *Jacobin* maintient une camaraderie intellectuelle et politique avec toutes les expressions traditionnelles de la gauche américaine tout en s'efforçant d'exprimer d'anciennes vérités et de nouvelles interrogations dans un style parfois décapant et avec une sensibilité générationnelle inédite.

***Jacobin* et la gauche américaine**

Peux-tu nous expliquer ce qu'est la revue *Jacobin* et ce qui a motivé sa création il y a trois ans, ainsi que le genre de personnes qui sont impliquées dans ce projet ?

L'idée et l'initiative de lancer la revue en 2010 reviennent à Bhaskar Sunkara, un (très) jeune étudiant de l'université George Washington. Il est entré en contact avec Peter Frase, un sociologue de CUNY (City University of New York), Mike Beggs, un économiste à l'université de Sydney, en Australie, et moi-même, doctorant en histoire à Cornell. D'autres personnes ont rejoint la rédaction depuis. Si je ne m'abuse, Bhaskar a rencontré Peter à travers Young Democratic Socialists, l'organisation de jeunesse de Democratic Socialists of America¹. Mike et moi faisons partie depuis la fin des années 1990 d'un forum de discussion en ligne très animé organisé par le journaliste économique marxiste Doug Henwood². Ce qui nous réunissait, c'étaient des idées politiques communes et le sentiment qu'elles n'avaient pas de lieu où s'exprimer aux États-Unis, du moins à partir d'une même

sensibilité générationnelle. D'un certain point de vue, on peut dire que nous sommes des socialistes assez classiques, et il est peu probable qu'aucune de nos idées paraisse surprenante ou peu familière aux gens qui, en Europe, militent ou qui votent pour des partis comme Die Linke, Syriza, le SP néerlandais, le Front de Gauche ou le NPA. Sauf que nous sommes aux États-Unis en 2013, et c'est ça qui détermine toute la coloration de notre projet.

Si l'on observe le paysage politique des dernières décennies à gauche aux États-Unis, on distingue essentiellement deux groupes. D'une part, on a un ensemble d'organisations et d'institutions qui fonctionnent idéologiquement comme des satellites du Parti démocrate – *think tanks* libéraux³, magazines progressistes comme *The Nation* ou *Mother Jones*, organisations de défense des droits civiques et grands syndicats. Ces organisations s'identifient à l'aile libérale et progressiste du parti démocrate, mais l'expression de leurs désaccords avec l'orientation politique de sa direction centriste (celle de Clinton ou Obama) reste dans les limites d'un loyalisme débilisant. Et vu que les expressions de radicalisme politique risquent de nuire au parti sur le plan électoral, ces organisations s'abstiennent généralement de proposer toute

* **Seth Ackerman** est doctorant en histoire à l'université de Cornell. Il est l'un des fondateurs de *Jacobin. A magazine of Culture and Politics*.

****Marc Saint-Upéry** est journaliste, essayiste, éditeur et traducteur.



une gamme d'idées radicales de peur de passer pour «infréquentables».

L'autre pôle de la gauche américaine a son foyer dans les universités. L'un des problèmes fondamentaux de la gauche aux États-Unis, c'est l'absence de continuité. Les périodes de politisation et de lutte intenses parviennent rarement à donner naissance à des formes organisationnelles durables susceptibles d'entretenir une tradition politique progressiste jusqu'au prochain moment de radicalisation. Depuis la vague de politisation des années 1960 et 1970, ce qui s'est passé, c'est qu'en l'absence de telles formes organisationnelles, c'est l'université qui est devenue par défaut le principal lieu d'expression d'une politique radicale (à la gauche du Parti démocrate). Tout cela a eu un effet profond sur le terrain intellectuel et politique au sein duquel nous opérons.

Justement, vous présentez souvent votre revue comme «libre de tout jargon» et hostile à la «théorie académique obscurantiste». On ne peut pas dire pour autant que vous adoptiez une posture anti-intellectualiste, loin de là, ou que vos articles aient le niveau de lisibilité d'un magazine grand public. Comment décririez-vous votre relation à la théorie et aux disciplines académiques, ainsi qu'à l'Université en tant qu'institution ?

Il faut comprendre que le genre de politique radicale qui domine sur les campus est un amalgame de politique identitaire, liée à l'expression et aux revendications des diverses minorités raciales, ethniques et sexuelles, et de ce qu'on appelle aux États-Unis la «theory». Ce dernier phénomène a été fort bien décrit par l'excellent livre de François Cusset, *French Theory*, qui retrace la réception américaine de Foucault, Deleuze, Derrida, etc.⁴. Dans ce contexte, l'accent est mis plus souvent sur le symbolique que sur le matériel, sur le culturel que sur le social, et la valorisation de la différence nourrit un scepticisme radical à l'égard des grands projets politiques ou de toute idée de contre-hégémonie. Bien entendu, ces tendances intellectuelles existent partout dans le monde, mais, aux États-Unis, leur effet sur la politique progressiste a été considérablement amplifié par le fait qu'il n'existe pratiquement pas d'autres institutions et d'autres sites d'expression d'un programme politique progressiste ou radical. Donc, aux États-Unis, pour les jeunes générations, la voie d'accès la plus commune à une forme de politique radicale est sans doute ce type de socialisation politique au sein de l'Université. On discute les différents «théoriciens» en classe, on rejoint sur le campus des groupes féministes et/ou antiracistes qui font un usage souvent assez rhétorique de ces textes,

généralement encadrés par des enseignants ou des étudiants de troisième cycle. Sur le plan programmatique, il est parfois difficile de distinguer ce type de politique du libéralisme *mainstream* : sur les campus, ces groupes se mobilisent par exemple en faveur des politiques de « discrimination positive » ou contre la

violence de genre envers les femmes. Il arrive aussi qu'ils fassent pression sur l'administration pour que les salariés faiblement rémunérés travaillant dans l'université puissent se syndiquer. Tout cela est tout à fait louable, mais pas particulièrement radical en soi. Le contenu radical est fourni par le langage et

EXTRAIT / THE BAFFLER, JACOBIN ET OCCUPY WALL STREET

La dernière charge de Thomas Frank dans *The Baffler* est dirigée contre Occupy Wall Street et, si elle s'ouvre sur une note d'espoir, elle tourne vite à la frustration et au mépris. Occupy, nous dit Frank, était voué à un échec manifeste en raison de sa prédilection pour le jargon académique et de sa fétichisation de l'horizontalisme. [...]

Il était cependant inévitable que la rhétorique d'Occupy soit fortement influencée par le discours de la « *theory* » d'origine universitaire, vu le désert politique d'où ce mouvement émergeait. Pour la plupart, les jeunes gens d'aujourd'hui n'ont pas grandi en lisant *The Baffler*, pas plus qu'ils n'ont eu le moindre contact avec ce qui peut éventuellement subsister en matière de gauche organisée.

À l'exception de quelques recoins isolés de la Toile, le seul endroit où ils aient pu se familiariser avec des idées situées à gauche du libéralisme, c'est l'Université, où les exilés de la Nouvelle Gauche ont continué à enseigner des éléments de pensée radicale pendant les années de vaches maigres. [...]

Malgré les limites de sa perspective, Frank avance quelques critiques pertinentes, notamment une remarque particulièrement perspicace concernant la similitude frappante entre la rhétorique d'Occupy et celle du Tea Party. Malheureusement, l'interprétation erronée qu'il offre de cet aperçu valide trahit son incompréhension globale du mouvement. Il est vrai que, tout comme le Tea Party, Occupy se caractérise par l'absence de leaders identifiables, par le fait de faire de la protestation une fin en soi et par son hostilité à la formulation de revendications trop explicites. On sait pourtant qu'en ce qui concerne le Tea Party, ce discours est pour l'essentiel une imposture, puisqu'en réalité les ficelles du mouvement étaient tirées dès l'origine par une poignée de millionnaires et de stratèges politiques. Occupy, en revanche, met réellement en œuvre ces principes, avec d'ailleurs des effets négatifs selon Frank : ce serait son opposition à l'organisation hiérarchique et à la formulation d'un message cohérent qui auraient signé sa perte.

Bien entendu, Frank n'est pas le premier à souligner les problèmes soulevés par ce type de pratique organisationnelle. Mais là où il se trompe, c'est lorsqu'il y voit la

preuve du « *libertarianisme paresseux et automatique qui domine aujourd'hui notre conception de la contestation sociale* ». Un tel jugement démontre les limites de la posture de Père Fouettard de la critique sociale qu'il a jadis popularisée dans les pages de *The Baffler*. Dans ce type de discours, toute manifestation de dissidence apparente est presque systématiquement dénoncée comme une nouvelle forme virale de marketing culturel. Conspuer l'imbécillité de vos contemporains constitue sans doute un acte révolutionnaire si tous ceux qui vous entourent sont des escrocs de la finance ou des rebelles de vidéoclip. Mais s'en prendre à des gens qui aspirent à contester sincèrement le capitalisme, quelle que soit la maladresse de leurs efforts, c'est s'enfermer dans la conviction idéaliste que les vérités dogmatiques du critique sont supérieures aux impulsions organiques profondes des masses. La paresse intellectuelle et le raisonnement en pilotage automatique sont ici bien plutôt du côté de Frank. [...]

Dans une lettre à Arnold Ruge, le jeune Marx écrivait qu'il fallait surtout éviter de morigéner les mouvements politiques en leur disant : « Renonce à tes luttes, ce sont des enfantillages ; c'est à nous de te faire entendre la vraie devise du combat ». Il opposait à cette attitude l'idée qu'il fallait simplement « montrer au monde pourquoi il lutte en réalité, et la conscience est une chose qu'il *doit* faire sien, même contre son gré. » [...]

En se montrant incapable de sympathiser avec les activistes d'Occupy, Frank adopte une posture de rabat-joie mal embouché. Il cite avec délectation les propos de Slavoj Žižek mettant en garde le mouvement Occupy contre la tentation de tomber amoureux de sa propre image : « *organiser un carnaval, ça ne mange pas de pain* ». Le « carnaval » ne serait donc qu'une diversion par rapport au véritable activisme politique. Or, s'il est vrai qu'organiser un carnaval ne suffit pas, cela ne signifie pas pour autant que le côté festif d'OWS était insignifiant. La dimension carnavalesque, la jouissance de l'action collective, doivent elles aussi être appréciées par la gauche, même si la mobilisation politique ne peut pas se réduire à cela. [...]

Cet anti-hédonisme n'est pas nouveau chez Frank, comme le soulignait l'une de ses critiques les plus perspicaces, la regrettée Ellen Willis. Pour Willis, Frank exprime le type de réductionnisme classiste typique d'une série de commentateurs sociaux progressistes qui sont pour la plupart des hommes blancs, tels que Richard Rorty, Michael Tomasky ou Michael Lind. Ces auteurs déplorent les *culture wars* et soutiennent que toute politique progressiste un tant soit peu sérieuse doit avant tout s'appuyer sur un programme de redistribution économique. Mais, comme l'affirme Willis, l'idée qu'il y aurait une contradiction entre revendications culturelles et politique de classe « *repose sur une forme de politique de l'identité à tonalité populiste qui assimile la morale dominante aux valeurs de la classe ouvrière.* » [...]

Cette attitude de Père Fouettard idéologique, ce refus de reconnaître les aspects positifs de la culture de masse ou de considérer le plaisir autrement que comme une forme de divertissement aliéné, trahissent les tendances conservatrices de Frank. L'hostilité constante des rédacteurs de *The Baffler* envers les aspects « *pop culture* » de la culture populaire, pourrait-on dire, annonçait déjà un réductionnisme économique grossier enraciné dans la conviction que la seule chose qui importe aux vrais travailleurs, c'est le montant de leur salaire. Mais le salaire n'est qu'un moyen au service d'autres fins. Gagner sa vie, c'est aussi gagner suffisamment pour pouvoir s'intéresser à autre chose, y compris dans le domaine des intérêts prétendument frivoles, de la théorie « académique », des plaisirs matériels ou des préoccupations purement « culturelles ». Qui plus est, la séparation simpliste entre l'économique et le culturel masque le fait que, dans les revendications féministes par exemple, les dimensions économiques sont inséparables des dimensions culturelles.

Peter Frase, « *Modify Your Dissent* », *Jacobin*, n°9, déc. 2012, accessible en ligne.

Traduit par Marc Saint-Upéry.

les références intellectuelles, comme lorsqu'on inscrit tel ou tel problème spécifique dans le cadre des idées sur la biopolitique ou sur la performativité de genre, par exemple. Tout cela s'exprime dans la syntaxe et le jargon philosophiques très opaques du poststructuralisme. À vrai dire, même les rares universitaires marxistes qui subsistent ont tendance à s'exprimer de cette façon très abstraite et à se concentrer plus sur l'épistémologie de Marx ou sur son anthropologie spéculative que sur des questions d'histoire, d'économie, ou d'analyse concrète de la situation politique et sociale. Ce milieu universitaire « radical » n'est généralement guère intéressé par le type de recherche intellectuelle qui pourrait contribuer directement à des débats stratégiques ou programmatiques concrets, sans compter qu'une bonne partie de ses membres rejettent de toute façon les notions de programme ou de stratégie.

Bref, le constat dont nous sommes partis, c'est celui d'une espèce de vide intellectuel entre les deux pôles, et c'est ce vide que nous avons essayé de combler avec *Jacobin*. Mettons que vous soyez un universitaire qui s'intéresse à l'élaboration d'un programme politique radical concret au-delà du campus, ou bien, au contraire, que vous êtes un acteur politique travaillant au sein de l'*establishment* libéral, mais en quête d'idées nouvelles à la gauche du Parti démocrate. Dans le premier cas, vous n'avez quasiment rien d'autre à lire que les publications du libéralisme *mainstream*. Dans le second, vous aurez probablement du mal à avaler la production indigeste de la gauche universitaire, sans compter que vous ne verrez guère en quoi elle est pertinente pour vos centres d'intérêts.

Alors, en définitive, s'il y a quelque chose de spécifiquement générationnel dans le positionnement de *Jacobin*, c'est en un sens un peu ironique et paradoxal. Dans les années 1960, lorsque les jeunes issus de la classe moyenne blanche qui militaient dans les rangs de la Nouvelle Gauche des années 1960 parlaient de démocratie participative ou d'autoréalisation de l'individu (*politics of personal liberation*), c'était un acte de rébellion contre leurs professeurs d'âge mûr, qui étaient pour la plupart des libéraux centristes et des sociaux-démocrates. À l'époque, la Nouvelle Gauche n'avait au sein des institutions universitaires que de rares alliés très isolés comme Herbert Marcuse ou C. Wright Mills. À l'inverse, les notions d'horizontalisme et de politique de la différence, ou l'idée de « Changer le monde sans prendre le pouvoir⁵ », qui ont imprégné le mouvement Occupy en 2011-2012, avaient le soutien massif de toute une génération d'universitaires radicaux d'âge mûr. C'étaient plutôt les libéraux classiques qui disaient que tout cela était fort sympathique, mais qu'il fallait commencer à travailler à la réélection

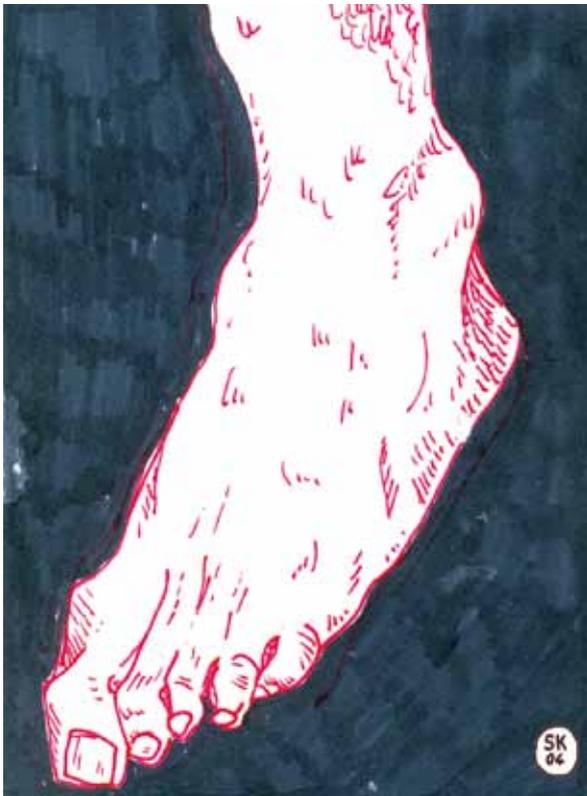
d'Obama. En un certain sens, *Jacobin* exprime une double insatisfaction à l'égard de la génération des radicaux de campus vieillissants, mais aussi envers le conformisme majoritaire et la dépolitisation relative de notre propre génération.

L'un des succès de *Jacobin*, c'est d'avoir réussi à ce que votre approche néomarxiste ouverte soit prise au sérieux par divers leaders d'opinion de sensibilité libérale, voire par certains conservateurs, qui n'hésitent pas à l'occasion à citer ou à discuter vos thèses dans des médias *mainstream*. Vous êtes régulièrement décrits comme une revue « sexy » ou « hip » par des commentateurs qui ne sont pas spécialement radicaux, révolutionnaires ou militants⁶. Vous n'avez pas peur que ce petit battage médiatique vous tourne la tête et banalise votre projet ?

L'attention que nous avons reçue de la part des libéraux *mainstream* a été importante pour la revue, mais pour des raisons très spécifiques. Il faut bien comprendre que, généralement, ces éditocrates et commentateurs libéraux écrivent sur la politique de Washington au jour le jour, ce qui est passablement ennuyeux. Ils sont désespérément à la recherche de quelque chose de différent ou d'intéressant pour épicer un peu leur morne production. L'existence d'une revue socialiste intelligente, bien écrite et bien éditée, est une nouveauté. Je ne crois pas qu'ils s'intéressent vraiment à nos positions politiques, au-delà de la pure curiosité intellectuelle. Mais débattre avec eux nous permet de développer notre critique du libéralisme traditionnel et, en même temps, il faut bien dire que ça nous fait de la publicité gratuite ! Comme la plupart des Américains ayant des sympathies radicales en sont réduits à lire ces publications libérales *mainstream*, quand ils nous découvrent à travers elles, ils sont généralement enthousiastes. Mais d'un autre côté, nous avons aussi beaucoup de lecteurs qui sont des militants radicaux de longue date et qui ont tendance à se méfier de notre volonté de débattre avec les libéraux *mainstream*. À leurs yeux, c'est totalement inutile et stérile. Il nous faut donc maintenir un équilibre précaire entre les exigences de ces deux types de lectorat, ce qui est à la fois intellectuellement stimulant et politiquement un peu acrobatique. Il n'existe pas de formule simple.

Classe et identité

Tu as mentionné la question des politiques de l'identité. Il y a clairement chez plusieurs contributeurs de *Jacobin* une volonté de réhabiliter la politique de classe, un certain universalisme et les valeurs des Lumières, même si cela passe par



une réinterprétation radicale. En même temps, le nom même de la revue et son identité visuelle sont une référence manifeste à C. L. R James et à la Révolution haïtienne. Votre maquettiste et iconographe Remeike Forbes affirme qu'«*il n'y a guère de symbole plus fort d'universalisme que la Révolution haïtienne. La révolte des esclaves a frappé au cœur des contradictions des Lumières occidentales en même temps qu'elle en a repris le flambeau pour les transformer en un véritable projet d'émancipation*⁷ ». Quel type d'universalisme voulez-vous promouvoir et comment répondez-vous aux critiques du féminisme, du postcolonialisme, etc. ? Les discours identitaires n'ont-ils pas un ancrage anthropologique plus profond que les trivialités du multiculturalisme académique ou managérial, quelque chose qui est peut-être analogue à la foi religieuse, au sens où «*les gens sont attirés par elle pour des raisons existentielles*», pour citer Bhaskar Sunkara⁸ ? Faut-il penser, comme votre collaborateur Peter Frase, que «*toute politique est aussi une politique de l'identité*⁹ » ?

Il s'agit à mon avis d'une des questions les plus cruciales auxquelles est confrontée la gauche américaine. Pour l'instant, *Jacobin* n'y a apporté que des réponses partielles, et loin de nous l'illusion de croire que nous disposerions virtuellement d'une solution théorique et pratique globale. Ce travail reste à accomplir. Je

suis d'accord avec Peter sur le fait que toute politique est une forme de politique de l'identité. Aucune lutte politique de masse, aussi universaliste qu'elle prétende être, ne surgit simplement parce que, tout à coup, une multitude de gens décident collectivement d'appliquer des principes universels abstraits aux problèmes auxquels ils sont confrontés. Les principes abstraits viennent plus tard, après que les gens se sont d'abord mobilisés sur la base de leur expérience vécue, qui est inévitablement l'expérience de certains groupes, opposés à d'autres groupes (même si cette opposition n'est qu'implicite). Cela se met à poser problème dès lors qu'il devient nécessaire de fédérer ces différents groupes pour contester le système dominant. Les critiques de l'« universalisme » au nom de la politique de l'identité tendent à se concentrer sur la façon dont tel ou tel projet fédérateur fait violence à l'expérience vécue de groupes subalternes. Au cours des dernières décennies, l'intérêt de ce type de critique a été maintes fois démontré. Le marxisme lui-même s'est en partie laissé éduquer par elles et il a été de plus en plus contraint de les prendre en compte – tout en continuant à insister sur l'impératif d'un projet fédérateur, mais sur un mode essentiellement défensif. Pour autant que je sache, il n'existe pas au sein de la gauche socialiste de proposition de synthèse globale satisfaisante de l'universalisme et de la politique de la différence, du moins pas dans un langage accessible. Et ce n'est pas une question abstraite – elle est d'une importance vitale pour la pratique politique de gauche. Je crains d'ailleurs que la France ne soit en train de répéter à sa façon une bonne partie des erreurs qui ont été commises des deux côtés aux États-Unis au cours de ce long débat.

Occupy Wall Street, un tournant

L'émergence d'Occupy Wall Street, en 2011, a certainement constitué un tournant dans le discours politique américain, et *Jacobin* l'a saluée avec enthousiasme. Mais vous avez aussi développé une critique de ce que vous désignez parfois comme l'« anarcho-libéralisme » ou un certain « horizontalisme » fétichiste du mouvement. En quoi votre critique se différencie-t-elle de celle d'un Thomas Frank dénigrant OWS dans *The Baffler*, par exemple¹⁰ ?

Bien que la politique de l'identité et la critique horizontaliste de la politique soient des phénomènes distincts, elles ont parfois en commun des racines intellectuelles, et leurs adhérents sont en partie les mêmes. Le noyau militant du mouvement Occupy était très lié à ce type de sensibilité néo-anarchiste qui est devenu assez populaire au cours des quinze dernières années. Même si les membres de ce noyau

n'étaient pas nécessairement majoritaires au sein de la masse des personnes mobilisées, ils ont fortement influencé le langage et les pratiques du mouvement. Nous nous sommes efforcés de critiquer les idées de cette sensibilité «horizontaliste» tout en soutenant fortement le principe et les actions d'OWS. Pour être honnête, il faut ajouter que les «horizontalistes» ont le grand mérite d'avoir effectué l'essentiel du difficile travail de mobilisation initiale. Pour autant, cela ne les exonère pas de toute critique.

Mais comme l'a bien expliqué Peter Frase dans un article sur la question¹¹, nos critiques se distinguent de la condamnation globale émise par Thomas Frank, qui a adopté une attitude assez cynique envers les mobilisations d'Occupy. Quoique l'on pense du type de sensibilité politique social-démocrate à l'ancienne de Thomas Frank, il semble être indifférent aux questions de socialisation politique concrète des nouvelles générations. Le cynisme corrosif de *The Baffler* – une revue que nous aimons et qui nous a beaucoup influencés – avait sans doute du sens en tant que réaction à la vacuité idéologique et à l'apolitisme de la «génération X» de la fin des années 1990, mais il n'est guère adapté au contexte actuel.

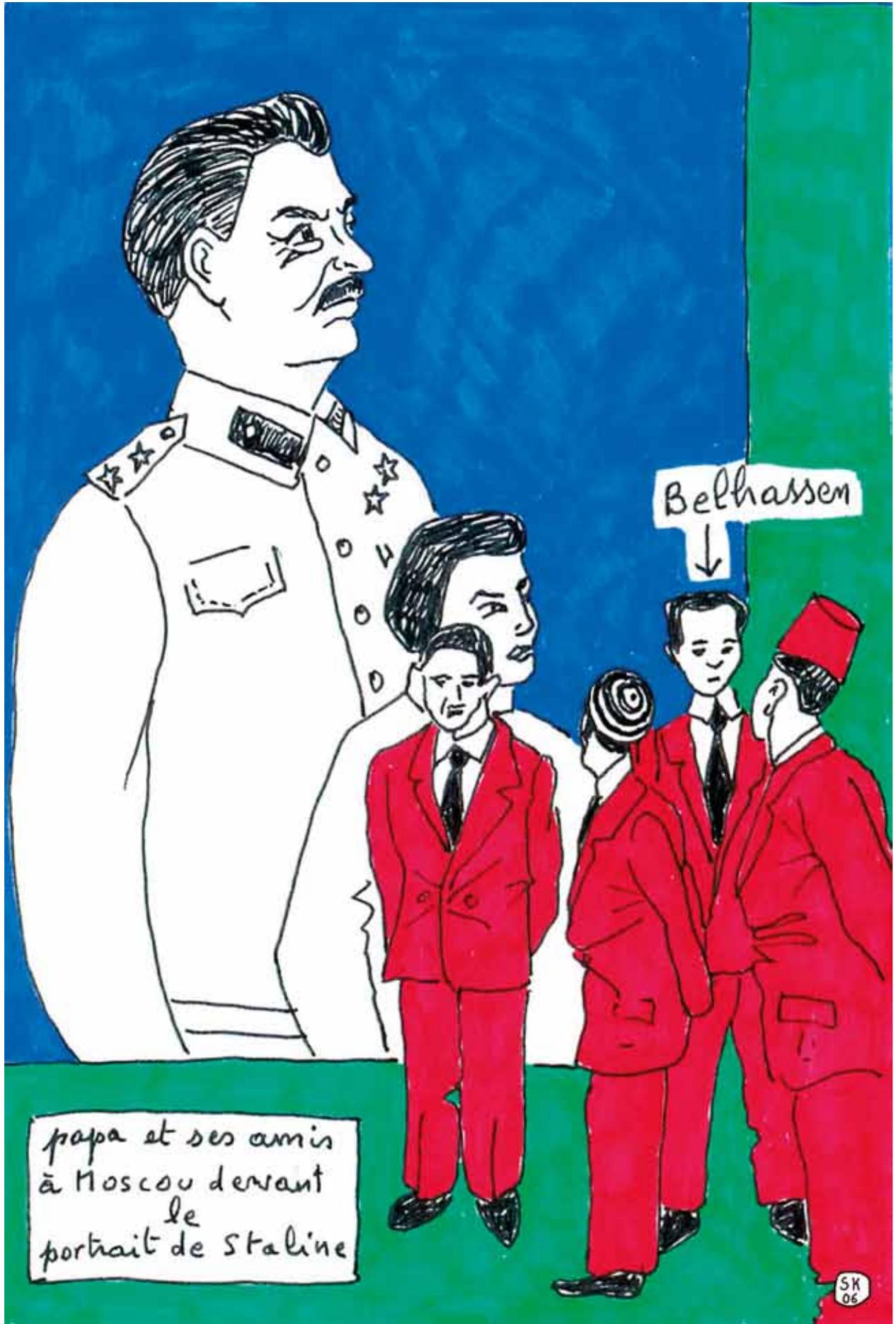
La question du post-travail

On trouve dans *Jacobin* une série d'articles qui expriment un certain refus de diaboliser la société de consommation, le divertissement de masse et la «pop culture» en tant que tels. En vous décrivant comme des socialistes «épicuriens», vous semblez vouloir conjuguer une veine hédoniste («the politics of getting a life¹²») à des arguments sur la société d'abondance et le dépassement de la rareté en tant que conditions d'un socialisme réalisable. Comment concilier cela avec une sensibilité environnementale, avec l'urgence de la crise climatique et le défi de la soutenabilité? Qu'avez-vous à répondre aux partisans d'un «néo-frugalisme» et d'un néo-malthusianisme écologiques? Par ailleurs, vos réflexions sur le loisir, le «post-travail», le progrès technologique et le droit universel à des prestations sociales de base ont à affronter deux obstacles. D'une part, l'insistance idéologique sur le salut par le travail et la «self-reliance», l'obsession illusoire mais persistante de la non dépendance économique à l'égard d'autrui ou de la société, ainsi que la méfiance culturelle à l'égard des prétendus «parasites» (*moochers*), toutes notions profondément enracinées aux États-Unis. De l'autre, les arguments plus sophistiqués de philosophie éthique concernant la moralité de financer le style de vie des «surfeurs de Malibu», selon l'exemple emblématique offert par John Rawls¹³.



Il existe bien entendu au sein du marxisme et du mouvement ouvrier une très longue tradition de réflexion et de revendication autour de la réduction du temps de travail, et pas seulement une demande d'égalité et de bien-être matériel. Et quand je dis «très longue», en fait, on peut la faire remonter à l'aube même du mouvement ouvrier, et aussi aux débuts du marxisme. Il s'agit donc pour l'essentiel d'une position de gauche «orthodoxe», même si elle n'est pas nécessairement majoritaire. En ce sens, notre insistance sur la question dans *Jacobin* est conforme à notre projet général de réintroduire dans le débat intellectuel américain un certain nombre de thèmes classiques de la pensée de gauche. Cela dit, notre collaborateur Peter Frase, en particulier, s'est spécialisé dans la défense et l'illustration de certaines des propositions les plus avancées dans le domaine de la réflexion sur le «post-travail», lesquelles, tout en s'enracinant dans ladite tradition, vont bien au-delà. Et ses articles sur la question ont rencontré un accueil enthousiaste de la part des lecteurs de la revue. Pour ma part, je nourris certaines réserves sur cette approche, et cela est donc l'objet d'une discussion entre nous.

L'une des idées centrales de la réflexion sur le «post-travail» est bien entendu celle du revenu universel de base, parfois aussi appelé revenu inconditionnel, revenu d'existence, allocation universelle, revenu citoyen, etc. Pour ma part, je ne me pose pas vraiment la question de savoir comment répondre aux accusations selon lesquelles le revenu de base



papa et ses amis
à Moscou devant
le
portrait de Staline

encouragerait certaines formes de parasitisme irresponsable. Je ne crois pas qu'une société où des millions de travailleurs financeraient de façon volontaire et permanente le mode de vie des « surfeurs de Malibu » ou d'une quelconque bohème oisive puisse tout simplement exister. Par conséquent, j'ai du mal à prendre au sérieux une discussion éthique sur le sujet, quelles qu'en soient les conclusions.

En revanche, on peut imaginer quelque chose de différent, un monde où l'allocation généralisée d'un revenu de base substantiel servirait d'autres fonctions : elle offrirait aux salariés les plus défavorisés une meilleure capacité de négociation sur le marché du travail, elle permettrait aux personnes handicapées de mener leur vie dans des conditions de confort et de dignité bien supérieures aux dispositifs existants, et elle autoriserait nombre de personnes à arrêter de travailler pendant un certain temps pour poursuivre des activités utiles, comme reprendre des études ou s'occuper d'un parent malade. Ça, c'est quelque chose que je peux imaginer. Mais dès lors, on s'éloigne déjà de l'« esprit » des théories du « post-travail », qui tendent à rejeter par principe toute évaluation morale, sociale ou utilitaire de ce que font les gens avec leur revenu d'existence (d'où l'idée de revenu « inconditionnel »). À mon avis, il faut prendre en compte explicitement le simple fait qu'une telle mesure ne sera largement acceptée que si elle est perçue comme favorable à l'épanouissement d'activités socialement utiles.

Et puis il y a la question politique. Les capitalistes offriront une résistance féroce à toute réforme qui irait dans ce sens. Quelle force sociale serait susceptible de l'imposer ? À mon avis, seule une classe ouvrière fortement organisée, au sens large, pourrait porter avec succès de telles revendications, mais les théoriciens du post-travail sont très réticents à l'égard de tout ce qui évoque une identité de classe des salariés (et des chômeurs) en tant que tels. Il me semble qu'il y a là une lacune dans leur théorie.

Par ailleurs, la question du « post-travail » est le principal thème à connotations « vertes » que nous ayons abordé jusqu'à présent. Nous avons aussi traité de thèmes environnementaux plus directement, mais à l'exception de plusieurs articles de la journaliste environnementaliste Alyssa Battistoni et d'un essai du politologue Alex Gourevitch, on peut effectivement nous reprocher de ne pas avoir assez approfondi le sujet. Quoi qu'il en soit, il est indéniable que notre approche des questions écologiques s'inscrit dans des présupposés généraux de rejet de l'austérité et d'adhésion au progrès matériel.

La crise en Europe

Comment percevez-vous la crise profonde de la gauche sociale-démocrate et de l'État-providence

en Europe? N'est-ce pas un défi supplémentaire pour la crédibilité d'une gauche américaine déjà marginalisée ?

Nous avons toujours soutenu explicitement qu'il n'y a pas de contradiction intrinsèque entre l'insistance sur les réformes à l'intérieur du capitalisme et la perspective d'un dépassement du capitalisme. Or l'Europe a toujours été très en avance sur les États-Unis en matière d'expérience de réformes. Il est donc exact que la crise de la social-démocratie européenne pose un problème à la gauche américaine. Mais en même temps, les effets de cette crise sur le débat politique américain ont pris un tour paradoxal. Avant 2008, on avait une critique de droite de la social-démocratie de type européen qui disait en gros : « L'État-providence conduit nécessairement au chômage de masse, voyez ce qui se passe en Europe. » Mais les États-Unis sont désormais eux aussi frappés par un chômage de masse qui était censé être rendu impossible par la « merveilleuse » flexibilité de notre marché du travail. En outre, l'échec des politiques d'austérité mises en œuvre en Europe depuis 2008 a eu pour effet, aux États-Unis, de discréditer en partie les arguments économiques anti-keynésiens en faveur du démantèlement de l'État-providence. Du côté de la gauche radicale, on a aussi un nouveau type d'arguments : au lieu de dire, comme la droite, « l'État-providence est condamné, car il provoque le chômage de masse », on entend parfois dire du côté des « horizontalistes » et des néo-anarchistes que « l'État-providence est probablement une impasse vu que, même en Europe, il n'arrive pas à survivre ». C'est pourquoi nous avons tenu à aborder la question européenne dans un long article publié au début de l'année dernière¹⁴. J'y soutenais l'idée que la viabilité politique et économique de la social-démocratie est remise en question par le chômage de masse. Or si l'émergence initiale du chômage de masse en Europe dans les années 1970 est liée à des dysfonctionnements économiques spécifiques, sa perpétuation depuis les années 1980 est due à des facteurs politiques. Il n'existe pas de logique économique inéluctable qui fasse obstacle au plein emploi. Il s'agit d'un argument keynésien dont je pense qu'il a été validé par les événements survenus depuis.

Une « politique de classe »

Qu'est-ce qu'une « politique de classe » aujourd'hui aux États-Unis? Dans un entretien accordé à la *Boston Review*, Bhaskar Sunkara dit que « c'est vers le Parti démocrate que se tournent les principales forces sociales, qu'il s'agisse des salariés ou des minorités ethniques et raciales, et elles ont de bonnes raisons de le

faire», vu que ce parti «*représente leurs intérêts mieux que les Républicains*» et qu'«*on ne peut pas modifier ces circonstances par la seule force de la volonté*»¹⁵. Dans ce contexte, *Jacobin* propose de rallier les *welfare liberals* (les libéraux de sensibilité sociale-démocrate favorables à l'État-

Il y a fort longtemps qu'une publication intellectuelle radicale n'avait pas eu de telles répercussions au sein du mouvement syndical américain.

providence et aux politiques sociales) contre les libéraux technocratiques et les centristes pro-capitalistes, de favoriser l'unité des socialistes, de mettre entre parenthèses la question électorale pour le moment et de promouvoir de «*grandes coalitions anti-austérité*». Pourrais-tu nous donner des exemples ?

Le meilleur exemple de notre approche a été notre relation très positive avec le Syndicat des enseignants de Chicago (Chicago Teachers' Union – CTU) et le mouvement contre la «réforme de l'éducation». Le prétendu projet de réforme de l'éducation est l'un des développements récents les plus sinistres de la politique américaine. Il s'agit en fait d'un programme de privatisation progressive du système scolaire public, et de remplacement des écoles publiques (où le personnel est syndiqué) par des *charter schools*, des écoles privées sous contrat (et presque toujours hostiles à l'organisation syndicale) financées par des fonds publics. Le tout accompagné d'une complète réorganisation des programmes scolaires dans le sens d'une série de tests standardisés et passablement abrutissants et d'un appauvrissement de la gamme des sujets étudiés. Sur la base de ce flux constant de tests et des barèmes et critères d'évaluation abstraits qu'ils engendrent, les autorités décideront quelles écoles fermer et quels enseignants licencier, et elles ajusteront les salaires à la «performance individuelle». Bien sûr, tout cela est réservé aux écoles des quartiers pauvres – les écoles privées réservées à l'élite continueront à offrir un cursus beaucoup plus riche, avec un minimum de tests. Ce projet est encouragé par une entreprise massive de lobbying et de propagande, le tout financé simultanément par les entreprises privées d'éducation qui entendent gérer le nouveau système et par une puissante coalition de milliardaires et de patrons. Pour la droite républicaine, il s'agit traditionnellement d'un enjeu idéologique majeur, mais désormais, il y a tellement d'argent en jeu que ce type de programme est

également vigoureusement soutenu non seulement par nombre de Démocrates, mais plus spécifiquement par des élus démocrates libéraux des grandes agglomérations – l'exemple le plus flagrant étant celui d'Obama lui-même, politicien de Chicago. Bien entendu, ce programme met en cause l'existence même des syndicats d'enseignants, et ceux-ci en sont parfaitement conscients, mais, jusqu'à présent, les directions syndicales n'osent pas le critiquer trop ouvertement à cause de leur proximité et de leur dépendance vis-à-vis du Parti démocrate. Cela a suscité un grand mécontentement de leur base, d'habitude plutôt passive et, en 2010, la CTU (section locale du principal syndicat enseignant national) est passée sous le contrôle d'un courant radical, CORE (Caucus of Rank and File Educators). Ils ont organisé l'année dernière la première grève de l'éducation à Chicago depuis 25 ans, un événement qui a constitué un véritable tournant. Les enseignants ont mobilisé les parents et les quartiers et ils ont obtenu un ample soutien populaire, en ayant recours à un discours de confrontation assez marqué à gauche. Dans le contexte du syndicalisme américain, marqué par une forte tendance au corporatisme et à la collaboration, c'était une avancée considérable. Et surtout, la grève a été victorieuse, elle a réussi à rester populaire et a gravement affaibli le maire néolibéral Rahm Emanuel, ancien bras droit de Barack Obama.

À *Jacobin*, nous avons tout de suite saisi l'importance de ce mouvement. Il faut comprendre que la propagande pour la «réforme» la dépeint comme un effort idéaliste pour sauver les enfants noirs du ghetto, prisonniers d'un système scolaire public en échec. À l'appui de cette thèse, on nous oppose un véritable barrage d'artillerie d'études statistiques concoctées par des chercheurs pro-réforme, qui visent à démontrer que le système de tests et la mise en concurrence des établissements («*testing and choice*») améliorent les résultats scolaires. Ces conceptions sont reprises par tous ceux que Bhaskar appelle les «*libéraux technocratiques*», dominants au sein des médias libéraux et du Parti démocrate. Quant aux libéraux à sensibilité plus sociale (*welfare liberals*), malgré leurs doutes concernant la réforme de l'éducation, il leur manquait un foyer de mobilisation emblématique, et ils étaient intimidés par les arguments pro-réforme émanant du *leadership* de «leur» parti. C'est pour cette raison que l'émergence de ce mouvement est si importante, et que la question de l'éducation est un thème idéal pour briser l'alliance contrainte et néfaste entre «*welfare liberals*» et libéraux technocratiques. Le succès de la CTU a stimulé les mouvements dissidents au sein des syndicats d'enseignants dans le reste du pays, notamment à New York. Notre insistance sur la question de l'éducation a reçu un écho très favorable chez les militants

et les dirigeants de la CTU, et nous en sommes très fiers. Il y a fort longtemps qu'une publication intellectuelle radicale n'avait pas eu de telles répercussions au sein du mouvement syndical américain.

La gauche américaine et la Palestine

Le dernier numéro de *Jacobin* propose un dossier sur la Palestine. Il faut bien dire que la tradition socialiste démocratique américaine n'a pas toujours fait preuve d'une grande honnêteté et lucidité à l'égard du sionisme et de ses conséquences. Mais d'un autre côté, le discours pro-palestinien aux États-Unis était marqué par une forme de véhémence idéologique et un sectarisme un peu stériles. Votre éditorial affirme que l'essor du mouvement de solidarité avec les droits des Palestiniens aux États-Unis en fait un des mouvements sociaux les plus prometteurs du pays. Vous rejetez aussi le débat quant à savoir s'il faut instituer deux États ou un État commun, une question que vous jugez trop abstraite, et vous en appelez à de nouvelles analyses et à de nouvelles formes de solidarité avec pour objectifs l'autodétermination palestinienne et la décolonisation. Est-ce que tu peux nous en dire plus ?

Je ne reviendrai pas sur les arguments de notre éditorial, qui est assez explicite¹⁶. Tu as raison sur la tradition socialiste démocratique américaine. Son incapacité à se dissocier du sionisme a des racines sociologiques évidentes, la gauche américaine comptant un nombre disproportionné de militants juifs. Les choses ont changé au cours de la dernière décennie, parce que la jeune génération des Juifs américains laïques a de plus en plus pris ses distances à l'égard d'Israël. De fait, l'*establishment* sécuritaire israélien considère cette évolution comme l'un des grands défis stratégiques auxquels Israël va se voir confronté à moyen et long terme. En tout cas, aux États-Unis même, les obstacles à une politique non sioniste ou même antisioniste au sein de la gauche socialiste sont beaucoup moins redoutables que par le passé.

Traduit par Marc Saint-Upéry.

NOTES

1. Democratic Socialists of America (DSA) est la principale organisation de la gauche socialiste aux États-Unis. Bien qu'elle soit formellement membre de l'Internationale socialiste, le contexte étatsunien et son rapport au mouvement social font que sa culture politique se rapproche sur nombre de points de celle des partis européens situés à gauche de la social-démocratie. Sur le plan électoral, DSA soutient localement des candidats démocrates progressistes. Parmi les personnalités proches de DSA, on compte entre autres les philosophes Michael Walzer et Cornel West et la journaliste et essayiste Barbara Ehrenreich.
2. Doug Henwood publie une lettre d'information sur les questions économiques et politiques, *Left Business Observer*, www.leftbusinessobserver.com. Pour un portrait de lui par Annalee Newitz, voir « The Marxist that Wall Street Couldn't Ignore », *Salon*, 22 déc. 1998, art. accessible en ligne.
3. *NdT* : Au sens américain du terme, qui va d'un libéralisme politique modérément réformateur en matière sociale à une social-démocratie keynésienne plus classique, mêlés de progressisme culturel et sociétal. Pour éviter les périphrases ou les équivalents imparfaits, nous conserverons cette traduction de « liberalism » et « liberal » au cours de l'entretien.
4. François Cusset, *French Theory. Foucault, Derrida, Deleuze et Cie et les mutations de la vie intellectuelle aux États-Unis*, Paris, La Découverte, 2003.
5. Pour reprendre la formule du livre de John Holloway, *Change the World without Taking Power*, Londres, Pluto Press, 2002.
6. Voir par exemple l'article de Jennifer Schuessler, « A Young Publisher Takes Marx Into the Mainstream », *New York Times*, 20 janvier 2013, accessible en ligne.
7. Remeike Forbes, « The Black Jacobin », *Jacobin*, n°6, avril 2012, accessible en ligne, comme les autres articles de *Jacobin* évoqués ensuite.
8. Jake Blumgart, « The Next Left: An Interview with Bhaskar Sunkara », *Boston Review*, juil. 2011, accessible en ligne.
9. Peter Frase, « An Imagined Community », *Jacobin*, n°3-4, nov. 2011.
10. Cf. Thomas Frank, « Occuper Wall Street, un mouvement tombé amoureux de lui-même », *Le Monde diplomatique*, janv. 2013, et Nicolas Haeringer, « Occupy Wall Street : fin ou début d'un mouvement ? », *La Revue des Livres*, n°10, mars-avril 2013.
11. Peter Frase, « Modify Your Dissent », *Jacobin*, n°9, déc. 2012.
12. Peter Frase, « The Politics of Getting a Life », *Jacobin*, n°6, avril 2012.
13. John Rawls, *La Justice comme équité*, trad. de B. Guillaume, Paris, La Découverte, 2003 (1^{re} éd. 2001).
14. Seth Ackerman, « Introduction: Europe Against the Left », *Jacobin*, n°6, avril 2012.
15. Jake Blumgart, *art. cit.*
16. « Palestine and the Left », *Jacobin*, n°10, avril 2013.